

Le levier bascule

29 juillet 2026 - Denis Favre

Chaque semaine, un peu plus de suprématie technologique glisse vers la Chine

Une bascule qui n’attend l’approbation de plus personne

Il fut un temps où l’on pouvait encore discuter, à Washington comme à Bruxelles, de la question suivante : la Chine peut-elle rattraper les États-Unis sur les technologies de rupture ? On tenait ce débat comme on tient une hypothèse d’école, entre analystes, dans les colonnes des grands hebdomadaires. Ce temps est révolu. La question, désormais, n’est plus de savoir si la Chine rattrape ; elle est de savoir à quelle vitesse elle a déjà pris le pas, et sur combien de fronts simultanés.

Chaque semaine qui passe fait pencher un peu plus le levier en faveur de la Chine. Ce n’est pas une image, c’est une observation basée sur des faits objectifs et incontestables. Semaine après semaine, un nouveau communiqué industriel, une nouvelle statistique de marché, une nouvelle annonce chinoise vient déplacer le curseur d’un cran supplémentaire. Il ne s’agit pas d’un mouvement spectaculaire, d’une secousse unique qui aurait tout renversé d’un coup ; il s’agit d’une lente reptation, méthodique, répétée, qui n’exige aucun coup d’éclat pour redistribuer la puissance mondiale.

Et pendant que ce mouvement s’accélère, à Washington, on continue de parler comme si de rien n’était. On multiplie les déclarations de fermeté, on brandit les listes noires, on répète que l’Amérique reste la première puissance technologique du monde. Sauf que la mécanique est enrayée. Les faits, désormais, forcent tout le monde à réviser sa copie — sauf, précisément, ceux qui devraient s’en préoccuper le plus.

Le vide sous les mots : l’inquiétude qui perce à travers le discours officiel américain

Les prises de parole successives de l’administration américaine et de ses relais parlementaires trahissent, à qui veut bien les écouter attentivement, un désarroi que la fermeté affichée ne parvient plus à masquer. On y trouve tout à la fois des rappels rituels — « l’Amérique domine l’IA, les semi-conducteurs, l’infrastructure de calcul » —, des menaces prospectives contre des secteurs qui n’existaient pas dans le vocabulaire de Washington il y a dix-huit mois (robots humanoïdes, drones

grand public, mémoire DRAM chinoise), et des demandes de rapports internes qui ressemblent à s'y méprendre à des aveux d'ignorance sur l'ampleur réelle du problème.

Lorsque le secrétaire au Commerce Howard Lutnick, au printemps 2026, convoque une table ronde d'urgence sur la robotique chinoise, puis lance en avril une étude formelle sur les implications de sécurité nationale des drones et robots chinois, puis évoque publiquement, dans une réunion privée relayée par la presse, « la course aux bras robotiques qui arrive » — on est loin, très loin, du triomphalisme des années 2010. Ce vocabulaire d'urgence, ce ton de veillée d'armes, ces convocations de dirigeants industriels autour d'une table pour tenter de « reconstruire la base manufacturière » : ce sont les mots de quelqu'un qui vient de comprendre qu'il a un train de retard, pas ceux d'une puissance sûre de son avance.

Dans le même temps, l'appareil législatif américain écrit des lettres à son propre secrétaire au Commerce pour lui reprocher d'avoir laissé passer des puces H200 vers la Chine, en citant des rapports internes de la Maison-Blanche qui reconnaissent noir sur blanc que la plateforme CloudMatrix 384 de Huawei « performe aussi bien » que le système NVL72 de Nvidia basé sur l'architecture Blackwell. Autrement dit : au sommet même de l'État américain, on sait déjà que l'écart technologique sur les accélérateurs d'IA est comblé, ou en passe de l'être. Et pourtant, dans le même souffle, on continue d'affirmer publiquement que « les entreprises américaines dominent la conception de semi-conducteurs, l'infrastructure de calcul, l'intelligence artificielle. » Les deux propositions ne peuvent être vraies en même temps.

Ce grand écart entre le langage officiel et les documents de travail internes est le symptôme le plus fiable d'une bascule en cours. Une puissance qui domine réellement la scène technologique mondiale n'a pas besoin de le répéter trois fois par semaine. Elle n'a pas besoin de multiplier les décrets, les listes d'entités, les restrictions à l'export, les tarifs douaniers. Elle n'éprouve pas le besoin de convoquer, en urgence et à huis clos, ses propres champions industriels pour leur demander comment faire pour ne pas se faire dépasser. Elle continue de vaquer à ses occupations. Or ce n'est plus, précisément, ce que fait Washington depuis 2023.

Les déclarations farfelues et fallacieuses qui ont accompagné, pendant deux ans, l'annonce de chaque nouvelle vague de sanctions — « nous freinons la Chine de dix ans », « les puces Huawei sont un mirage », « DeepSeek utilise en réalité des GPU H100 achetés au marché noir », « la Chine reste incapable de produire de la mémoire de pointe » — commencent à ne plus tenir la route face aux faits. Et à mesure qu'elles s'effritent plus, il devient impossible de continuer à les marteler sans qu'elles finissent par se retourner contre celui qui les prononce.

Les sanctions américaines se sont avérées être un cadeau fait à Pékin, en forçant la Chine à briser les chaînes de CUDA et à construire quelque chose de véritablement souverain. Pendant

que Washington célèbre ses interdictions de puces, la Chine vient de construire le logiciel qui rend ces interdictions sans objet — une ironie que seule l'histoire des technologies pouvait écrire.

Cette phrase, prononcée en marge de l'annonce de l'intégration complète de DeepSeek V4 aux architectures Huawei en mai 2026, résume la logique en cours : à chaque tour de vis américain, la Chine gagne un cran d'autonomie supplémentaire. Il ne s'agit plus de retarder un adversaire — il s'agit, en réalité, de l'obliger à faire en un laps de temps record ce qu'il aurait mis dix ans à faire de lui-même.

Un précédent historique — la chute de l'Empire britannique, en accéléré

L'histoire économique connaît un précédent bien documenté à ce type de basculement : la fin de la primauté industrielle britannique, entre les années 1870 et 1914. On l'oublie souvent, mais à la fin des années 1860, la Grande-Bretagne représentait à elle seule près de 32 % de la production manufacturière mondiale, dominait la marine marchande, contrôlait l'or, les câbles télégraphiques, la finance internationale. Elle produisait plus d'acier, plus de charbon et plus de tissu que quiconque. Elle inventait les technologies, les brevetait, les vendait au monde. Elle se pensait — et à raison — comme la puissance de référence du siècle.

Quarante ans plus tard, en 1913, sa part de production manufacturière mondiale était tombée sous les 14 %. Les États-Unis l'avaient dépassée en volume industriel dès les années 1890 ; l'Allemagne l'avait dépassée en chimie et en acier au tournant du siècle. Le sterling restait la monnaie de réserve, la Royal Navy tenait encore les mers, la City menait le bal financier — mais la base productive, elle, avait déjà changé de camp. Il faudra deux guerres mondiales pour que le monde en tire les conclusions politiques ; les conclusions industrielles, elles, étaient déjà tirées.

Ce qui frappe, dans la comparaison, c'est moins la nature du basculement que sa temporalité. L'Empire britannique a mis quarante ans à voir sa suprématie industrielle s'effriter. Il a fallu deux générations d'ingénieurs allemands et américains, une révolution de la chimie organique, la seconde révolution industrielle tout entière, pour que la bascule s'opère. Le déclin, à l'échelle d'un ministre du Commerce de l'époque, restait imperceptible — une statistique annuelle par-ci, un rapport parlementaire par-là, une décennie perdue en atermoiements sur les tarifs douaniers et le libre-échange.

Ce qui se joue aujourd'hui entre les États-Unis et la Chine ne suit pas cette temporalité. Cela se joue à une vitesse folle, dans un temps que ni les institutions occidentales, ni le débat public, ni même les industries concernées ne semblent capables de suivre. Là où Londres avait quarante ans pour

comprendre ce qui lui arrivait, Washington a eu quatre ans. De janvier 2023, où l'on riait encore, à Silicon Valley, à l'idée qu'un modèle chinois puisse concurrencer GPT-4, à janvier 2026, où DeepSeek V4 devient le socle d'un écosystème d'IA souverain tournant sur du silicium Huawei, il s'est écoulé trente-six mois. Trente-six mois pour que se produise ce que l'Empire britannique n'avait vu s'installer qu'au bout de trois décennies.

Cette accélération n'est pas anecdotique. Elle change tout. Une bascule qui prend quarante ans laisse à tout le monde le temps de s'adapter, de renégocier, de réformer, d'investir. Une bascule qui prend quatre ans ne permet pas de se restructurer de manière sereine. Elle prend de court les institutions, les électeurs, les industriels, et surtout ceux dont le métier est précisément d'anticiper les ruptures tant technologiques que sociétales. C'est cette accélération, cette compression du temps historique, qui rend le moment actuel si particulier — et si dangereux pour ceux qui refusent encore de le regarder en face. Le paradigme change radicalement sous nos yeux.



Les faits, à mesure qu'ils tombent

Il ne suffit pas de proclamer que le levier bascule ; encore faut-il montrer, semaine après semaine, sur quoi il bascule. Voici, dans le désordre relatif d'une actualité qui n'en finit plus de s'écrire, quelques points d'appui récents, tous documentés, tous vérifiables, et tous concordants.

Mémoire DRAM : CXMT prépare déjà la DDR6 et menace la domination de Samsung et SK hynix

L'affaire mérite qu'on s'y arrête, car elle illustre à elle seule tous les mécanismes du basculement en cours. Alors que l'industrie mondiale des semi-conducteurs affronte une pénurie historique de mémoire DRAM et que les prix de la RAM ne cessent de grimper — SK hynix a lui-même prévenu que 2027 serait l'année la plus difficile jamais connue pour acheter de la mémoire vive —, le fabricant chinois CXMT (ChangXin Memory Technologies) accélère discrètement ses préparatifs pour la génération suivante.

Selon plusieurs rapports relayés par la presse sud-coréenne en juillet 2026, l'entreprise chinoise a déjà lancé une transition industrielle majeure afin de se positionner sur le marché de la DDR6, dont la commercialisation grand public n'est pourtant attendue qu'entre 2028 et 2029. Autrement dit : CXMT ne se contente plus de rattraper les précédentes générations ; elle prépare la génération future, en amont, avec la même méthode que Samsung ou SK hynix.

Une refonte de la chaîne de fabrication

Contrairement à la DDR4 et à la DDR5, qui reposent sur des architectures relativement simples avec un nombre limité de couches, la DDR6 devrait adopter une architecture multicouche beaucoup plus complexe. Cette évolution impose des méthodes de fabrication plus avancées pour maintenir des rendements élevés tout en maîtrisant les coûts.

Pour répondre à ce défi, CXMT s'est adjoint un nouveau partenaire stratégique : Haesung DS, spécialiste sud-coréen des substrats de packaging, qui aurait validé au premier trimestre 2026 les certifications qualité nécessaires pour fournir des substrats DDR5 à CXMT. Le véritable enjeu, cependant, se joue sur la génération suivante. Haesung DS travaille actuellement sur une nouvelle méthode dite « panel-based », destinée à remplacer progressivement le procédé Reel-to-Reel utilisé pour les générations précédentes. Cette approche gère plus efficacement les conceptions multicouches qui seront nécessaires pour les barrettes DDR6.

Sur le plan théorique, la méthode Reel-to-Reel actuelle pourrait encore servir à produire de la DDR6. En pratique, plus le nombre de couches augmente, plus les coûts et les rendements deviennent problématiques. Le passage à un procédé basé sur panneaux apparaît donc comme la seule voie viable à long terme — et CXMT est en train de la prendre en même temps que ses concurrents coréens.

Un contexte de marché qui tend le tapis rouge à CXMT

Depuis plusieurs mois, les fabricants de PC, de serveurs et même les constructeurs de consoles peinent à sécuriser leur approvisionnement en DRAM. Cette situation a provoqué une flambée des prix qui touche l'ensemble du secteur. Face à cette dépendance envers Samsung, SK hynix et Micron — qui, avec des parts de marché respectives de 38 %, 29 % et 22 %, se consacrent de plus en plus à la mémoire HBM destinée aux accélérateurs d'IA au détriment de la DRAM traditionnelle —, de nombreux acteurs cherchent désormais à diversifier leurs sources.

CXMT devient, presque malgré elle, un fournisseur incontournable. Sa mémoire équipe déjà les smartphones de Huawei, Xiaomi et Oppo. Alibaba Cloud et Tencent Cloud figurent parmi ses clients cloud. Et — signe qui ne trompe pas — Apple teste actuellement ses puces mémoire, avec l'objectif d'une possible intégration à sa chaîne d'approvisionnement mondiale. Apple a même sollicité l'autorisation américaine d'utiliser un fournisseur pourtant sanctionné : ce détail seul suffit à prendre la mesure de la bascule.

Les chiffres, qui parlent d'eux-mêmes

Au premier trimestre 2026, CXMT a réalisé un chiffre d'affaires de 7,3 milliards de dollars, soit environ 700 % de croissance en glissement annuel — presque autant que l'intégralité de son chiffre d'affaires 2025.

La marge opérationnelle a atteint 70 % au premier trimestre 2026 ; la marge brute est passée de -113 % en 2023 à -4,7 % en 2024, puis à 37,8 % en 2025, la rapprochant de Samsung (39,4 %) et de Micron (39,8 %).

L'entreprise prépare une introduction en bourse record sur le STAR Market de Shanghai, de 8,5 milliards de dollars, pour une valorisation estimée entre 80 et 85 milliards. Elle en tirera les moyens de porter sa capacité mensuelle de 320 000 wafers aujourd'hui à 420 000 en 2027, avec pour objectif de doubler sa capacité totale d'ici 2030 et de la tripler d'ici 2035.

Fin 2026, SemiAnalysis anticipe une capacité mensuelle de CXMT autour de 350 000 wafers — soit à peine en dessous des ~385 000 de Micron. En capacité brute, CXMT s'apprête tout simplement à devenir le troisième plus gros producteur mondial de DRAM.

En parallèle, CXMT a déjà commencé l'échantillonnage de sa mémoire mobile LPDDR6, avec un objectif de production de masse au second semestre 2026 — à des vitesses annoncées de 12,8 Gbit/s, au niveau des solutions Samsung et SK hynix.

Le message est limpide : la Chine ne se contente plus de fabriquer les générations anciennes à bas coût. Elle rejoint la frontière technologique sur la mémoire de pointe, et elle prépare, à sa manière, la génération suivante. Le monopole coréano-américain sur la DRAM, l'un des piliers historiques de la suprématie asiatico-atlantique dans les semi-conducteurs, est en train de se fissurer devant nos yeux.

Intelligence artificielle : la Chine réduit l'écart, aussi bien en matière de logiciel que de silicium

Le rapport 2026 de l'AI Index de Stanford, publié en avril, a fait l'effet d'une douche froide dans les couloirs des grandes entreprises américaines de la Silicon Valley. Selon ce document de plus de 400 pages, l'écart de performance entre les meilleurs modèles américains et les meilleurs modèles chinois n'était plus, en mars 2026, que de 2,7 % — un écart que Stanford qualifie lui-même de « pratiquement éliminé ». Pour rappel, en 2023, l'écart était encore estimé à plus d'une génération entière, soit dix-huit à vingt-quatre mois.

Mieux — ou pire, selon le point de vue — la Chine domine désormais quatre indicateurs clefs : nombre de publications de recherche en IA, nombre de citations, nombre total de brevets déposés, et nombre d'installations de robots industriels. Sur ces quatre fronts, elle a dépassé les États-Unis. Il reste à Washington la primauté sur trois autres indicateurs : les modèles frontière, les brevets à fort impact, et les investissements privés — encore vingt-trois fois supérieurs à ceux de la Chine. Mais ces trois derniers refuges ne sont pas des positions imprenables. Ils sont des positions défendues.

L'événement le plus marquant, symboliquement, aura été l'intégration complète, annoncée le 7 mai 2026 par une alliance de fondeurs chinois, du modèle DeepSeek V4 aux architectures Huawei Ascend.

Ce jour-là, la Chine a finalisé son univers technologique parallèle : un modèle d'IA de niveau mondial, entraîné et optimisé pour tourner sur des puces chinoises, avec un stack logiciel — CANN — qui remplace CUDA. Trois ans après l'imposition des premières restrictions américaines sur les GPU Nvidia, la Chine a construit exactement ce que ces restrictions étaient censées empêcher : une souveraineté complète, de la couche silicium à la couche modèle.

Huawei, de son côté, prévoit de doubler sa production d'accélérateurs Ascend en 2026 pour atteindre 1,6 million de puces. Un rapport interne de la Maison-Blanche cité par le Congrès américain reconnaît que la plateforme CloudMatrix 384 de Huawei « performe aussi bien » qu'un système équivalent Nvidia NVL72 basé sur Blackwell. Et sur la plus grande place de marché mondiale de modèles, en février 2026, quatre des cinq systèmes les plus utilisés en volume de tokens hebdomadaires étaient chinois.

L'écart n'est plus quantitatif : il devient qualitatif — et c'est désormais la stratégie chinoise, davantage que la stratégie américaine, qui structure le marché. Là où OpenAI et Anthropic vendent leurs modèles à des tarifs professionnels élevés, les modèles open-source chinois — DeepSeek, Qwen, Kimi, GLM — sont proposés gratuitement ou à des prix agressifs, en pariant que l'adoption cumulée sur trois à cinq ans importe davantage que les marges immédiates. C'est exactement le même mouvement que celui qui a précédé la conquête du marché mondial des batteries et des véhicules électriques.

Véhicules électriques et batteries : le match est joué

Sur les cinq premiers mois de 2026, CATL et BYD ont représenté à eux seuls 54,6 % du marché mondial des batteries pour véhicules électriques. Sept fabricants chinois figurent parmi les dix premiers mondiaux et concentrent 72,6 % des installations. La croissance globale du marché a été de 16,3 % sur un an ; celle de CATL, de 22,9 %. Autrement dit, non seulement CATL domine, mais il gagne encore des parts de marché dans un secteur en pleine expansion.

Les rivaux sud-coréens et japonais — LG Energy Solution (8,7 %), SK On, Panasonic — reculent en part relative alors même que leurs volumes progressent en valeur absolue. Les constructeurs européens et américains, eux, se retrouvent devant un choix binaire : dépendre des batteries chinoises, ou construire à marche forcée une filière alternative qui, dans le meilleur des cas, n'atteindra la compétitivité qu'au terme d'une décennie.

Le plus révélateur reste la dynamique de second rang. CALB (+39,3 % en glissement annuel), Svolt (+37,2 %), Gotion, EVE Energy, Sunwoda : la deuxième vague chinoise croît à des taux deux à trois fois supérieurs à la moyenne du marché. Ce n'est plus une domination de deux champions, c'est un écosystème entier qui monte.

À cela s'ajoute la stratégie de production locale : CATL a mis en service en fin 2025 la première tranche de son usine hongroise ; CALB annonce des extensions en Europe et en Asie du Sud-Est ; BYD prépare des sites au Brésil, en Turquie, au Mexique. La Chine ne se contente plus d'exporter des batteries : elle installe ses usines à l'intérieur des zones de consommation, sécurisant ses parts de marché contre toute future guerre tarifaire.

Terres rares : le levier ultime

Si l'année 2025 aura appris quelque chose au monde, c'est bien ceci : la Chine ne contrôle pas seulement les prix des terres rares, elle contrôle leur disponibilité. En avril 2025 puis en octobre de la même année, Pékin a introduit deux vagues successives de restrictions à l'export sur sept éléments de terres rares et sur les aimants permanents, en réponse aux tarifs américains. La seconde vague, la plus stricte, a été « suspendue » en novembre 2025 jusqu'à novembre 2026 — sans être abrogée. Autrement dit : le pistolet est resté chargé sur la table, en attendant la prochaine reprise des hostilités.

Les chiffres qui structurent ce dossier restent implacables. La Chine assure 60 % de la production mondiale de terres rares extraites, plus de 90 % de leur séparation et raffinage, et environ 93 % de la fabrication mondiale d'aimants permanents. Ces aimants, qui semblent anodins, sont pourtant présents dans les avions de chasse F-35, les sous-marins de classe Virginia et Columbia, les missiles Tomahawk, les radars, les drones Predator, les munitions à guidage GPS de la série JDAM, sans compter les éoliennes, les moteurs électriques, les disques durs et les smartphones.

La nouveauté juridique de 2025, moins commentée mais autrement plus dangereuse pour l'Occident, est la portée extraterritoriale du dispositif chinois : toute entreprise étrangère souhaitant exporter un aimant contenant ne serait-ce que 0,1 % de terres rares d'origine chinoise, ou fabriqué avec des technologies de traitement chinoises, doit désormais solliciter une autorisation de Pékin. Pour la première fois, la Chine impose au reste du monde une logique de sanction secondaire — celle-là même que les États-Unis pratiquent depuis quarante ans. Le miroir s'est retourné.

En parallèle, la Chine a durci son entity list : le 22 juin 2026, dix entités américaines — dont MP Materials et USA Rare Earth — ont été ajoutées à sa propre liste, se voyant interdire tout achat de biens à double usage en provenance de Chine. Les acteurs mêmes que Washington finance pour bâtir une filière alternative se retrouvent coupés de leurs approvisionnements en équipements et en intrants.

Le Département américain de la Défense a bien tenté de réagir : en juillet 2025, il a investi 400 millions de dollars dans MP Materials, avec un accord d'achat sur dix ans à un prix plancher de 110 dollars/kg — soit environ 50 dollars au-dessus du prix spot. Pour sécuriser dix ans d'approvisionnement en aimants militaires, l'État américain accepte de payer près du double du prix mondial. C'est la définition même d'une position stratégique fragile.

Robotique humanoïde : la nouvelle frontière, déjà emportée

Ce qui se joue en robotique humanoïde en 2026 n'est plus une course : c'est une distribution du prix avant la ligne d'arrivée. Selon Morgan Stanley et Omdia, la Chine contrôle plus de 80 % des déploiements mondiaux de robots humanoïdes. Certains rapports montent jusqu'à 90 %. Sur les quelque 13 000 à 16 000 unités expédiées en 2025, AgiBot (39 %) et Unitree (~34 %) se partagent l'essentiel du marché, suivis d'UBTECH (7 %). En face, Figure AI et Tesla n'auraient livré, chacun, que quelques centaines d'unités.

Morgan Stanley a révisé à la hausse ses projections pour 2026 : les livraisons chinoises passeraient de 14 000 à 50 000 unités — une multiplication par trois en douze mois. Unitree et AgiBot visent, à eux seuls, une capacité annuelle de plus de 75 000 unités, soit davantage que la production occidentale cumulée. Le plan national chinois d'action robotique humanoïde, publié en 2025 par le MIIT et cinq autres ministères, cible 100 000 humanoïdes déployés en Chine d'ici 2027.

Ce qui rend la position chinoise particulièrement solide, c'est la densité de sa chaîne d'approvisionnement : dans le delta du Yangtze, Unitree fabrique en interne ses moteurs, ses réducteurs, ses capteurs ; DJI, DeepSeek et les fabricants d'actionneurs pour véhicules électriques se trouvent à moins de deux heures de logistique ; BYD, CATL et Foxconn représentent, à eux seuls, une demande captive de dizaines de milliers d'unités. C'est exactement le schéma qui a permis à la Chine de dominer le photovoltaïque, puis les batteries, puis les véhicules électriques.

En avril 2026, le champion humanoïde chinois « Lightning », développé par l'équipe Honor/Monkey King, a terminé un semi-marathon en 50 minutes et 26 secondes en mode entièrement autonome, battant de près de sept minutes le record mondial humain de la distance sur cette course. La symbolique n'est pas neutre. On mesure la distance parcourue en trois ans par un secteur qu'on tenait, en 2023 encore, pour une fantaisie de laboratoire.

Lithographie EUV : la dernière chasse gardée occidentale se craquelle

C'était, jusqu'à récemment, le dernier verrou : la lithographie extrême ultraviolet (EUV), monopolisée par le néerlandais ASML, à laquelle la Chine était censée n'avoir jamais accès. Chaque machine coûte 380 millions de dollars, contient 100 000 pièces, nécessite 40 Boeing 747 pour être livrée, et repose sur une chaîne d'approvisionnement mondiale qui s'étend de Zeiss (optiques) à Cymer (sources lumineuses).

Fin 2025, un rapport de Reuters révélait pourtant que la Chine avait rendu opérationnel, dans un centre de recherche sécurisé de Shenzhen, un premier prototype d'EUV domestique. Le procédé est différent de celui d'ASML : là où le néerlandais utilise une source Laser Produced Plasma (LPP), les Chinois s'appuient sur une source Laser-Induced Discharge Plasma (LDP), mise au point à l'Institut

de technologie de Harbin, avec des puissances atteignant 100 à 150 watts mi-2025. C'est encore inférieur aux 250 watts nécessaires à la production en volume, mais suffisant pour des premiers essais sur des circuits logiques de classe 5 nm.

En parallèle, l'Université Tsinghua développe le projet SSMB (Steady-State Micro-Bunching), qui vise à générer un faisceau EUV continu à partir d'un accélérateur de particules, avec des puissances théoriques dépassant 1 kilowatt. Une installation dédiée est en construction à Xiong'an depuis début 2025. Si cette voie aboutit, ce ne sera plus une copie de la machine ASML — ce sera un paradigme entièrement nouveau, contre lequel les restrictions occidentales n'auront aucune prise.

En attendant, SMIC exploite ce qu'un rapport de l'American Enterprise Institute d'avril 2026 appelle la « faille lithographique » : l'utilisation d'anciennes machines DUV immersion NXT:1980Fi d'ASML, achetées avant les restrictions (environ 90 unités acquises en 2024 pour 5 à 7 milliards de dollars), combinées à des techniques de patterning multiple SAQP. Cette méthode permet de produire des puces de classe 7 nm en volume, et de 5 nm avec des rendements encore modestes de 20 %. L'objectif de Huawei pour 2026 : 1,6 million de puces logiques haut de gamme destinées à ses accélérateurs d'IA.

Huawei lui-même a annoncé, en mai 2026, une nouvelle « loi tau » (τ) qui doit permettre au groupe d'atteindre une densité de transistors équivalente à un procédé 1,4 nm d'ici 2031 — non pas en dupliquant la voie ASML, mais en empruntant un chemin architectural alternatif. Ce que les analystes ont commencé à appeler, dans les colonnes du South China Morning Post, « un nouveau moment DeepSeek ».



Ce que « chaque semaine » veut dire, exactement

Reprenons le fil, à froid. La semaine où j'écris ces lignes, en juillet 2026, voici ce qu'apporte l'actualité : CXMT lance l'échantillonnage de sa LPDDR6, prépare la DDR6 en refondant sa chaîne d'approvisionnement, prépare une IPO à 8,5 milliards de dollars. La semaine précédente, Apple demandait à Washington l'autorisation d'utiliser un fournisseur sanctionné. Le mois précédent, la Chine ajoutait dix entités américaines à sa liste noire des terres rares. Deux mois plus tôt, l'AI Index de Stanford réduisait à 2,7 % l'écart entre les meilleurs modèles chinois et américains. Le mois d'avant encore, Huawei annonçait sa « loi tau » et une roadmap 1,4 nm à horizon 2031.

Chacun de ces événements, pris isolément, peut être minimisé, contextualisé, disputé. C'est d'ailleurs ce que fait, systématiquement, une partie de la presse et une partie de l'expertise stratégique américaine : chaque nouvelle est immédiatement recontextualisée, entourée de nuances, comparée à

ce que fait Nvidia, Micron ou ASML, pour bien montrer qu’au fond, tout cela n’est pas si grave. C’est un exercice honnête intellectuellement, à l’échelle d’une nouvelle. Ce n’est plus un exercice honnête à l’échelle d’un mois.

Car ce qui compte, ce n’est pas la nouvelle isolée. C’est la cadence. C’est le fait que chaque semaine — pas chaque année, pas chaque trimestre : chaque semaine — apporte au moins une annonce qui, replacée dans le tableau d’ensemble, déplace le curseur d’un cran. Multiplié par cinquante-deux semaines par an, cela finit par produire, en trois ou quatre ans, exactement le type de bascule que l’Empire britannique avait mis quarante ans à connaître.

Il ne s’agit plus, désormais, de savoir si la Chine « rattrapera ». Sur quatre indicateurs clefs de la puissance technologique — publications scientifiques, brevets, robotique, batteries — elle a déjà dépassé les États-Unis. Sur trois autres — accélérateurs d’IA, mémoire de pointe, lithographie avancée —, elle est à quelques trimestres, non plus à quelques années, de la parité effective. La question qui reste ouverte n’est plus celle du rattrapage, mais celle du différentiel : dans quels domaines la Chine restera-t-elle en retrait, et pour combien de temps encore ?

Les États-Unis, désormais, devront fournir un peu plus que des déclarations farfelues et fallacieuses pour affirmer le contraire. Le discours officiel de Washington ne convainc plus grand monde à l’extérieur du beltway ; il commence même à ne plus convaincre grand monde à l’intérieur. Les rapports internes de la Maison-Blanche, les lettres du Congrès, les convocations d’urgence de dirigeants industriels par le secrétaire au Commerce, tout dit la même chose : les officiels américains savent. Ils savent que la bascule est en cours. Ils savent qu’elle s’accélère. Et ils ne savent plus par quel bout la reprendre.

L’Empire britannique, en son temps, avait mis quarante ans à comprendre ce qui lui arrivait, et cinquante autres à en tirer les conséquences politiques. Nous n’aurons pas ce luxe. Ce qui se déroule sous nos yeux depuis 2023 se déroule à une vitesse folle. Chaque semaine compte. Chaque semaine, un peu plus de suprématie technologique glisse d’un côté à l’autre du Pacifique. Et rien, dans le tableau actuel, ne laisse penser que la cadence va ralentir.

Il faudra bien, un jour ou l’autre, cesser de faire comme si ce n’était pas en train de se produire.

